

GHT de la Haute-Saône

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pouvoir adjudicateur :

Groupe Hospitalier de la Haute-Saône – 2, rue Heymes BP 409 – 70014 VESOUL

Objet du marché :

Rénovation des salles de bains dans 3 services du site de Vesoul

Procédure n°25-34 :

Marché passé en application du Code de la Commande Publique

Marché de travaux passé selon une procédure adaptée (MAPA)
Articles R 2123-1, R 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique

Date limite de remise des plis :

Le 15 septembre 2025 à 12h00

REPONSE DEMATERIALISEE OBLIGATOIRE

Les candidats devront adresser leurs demandes de renseignements complémentaires via la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le présent document comprend 17 pages et 0 annexe.

SOMMAIRE

| | |
|--|---------------|
| CHAPITRE I – ACHETEUR PUBLIC | 3 |
| ARTICLE 1. TYPE D’ACHETEUR PUBLIC..... | 3 |
| ARTICLE 2. NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L’ACHETEUR PUBLIC..... | 3 |
| ARTICLE 3. REFERENTS DU DOSSIER | 3 |
| CHAPITRE II – DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| ARTICLE 4. OBJET DE LA CONSULTATION | 4 |
| ARTICLE 5. DESCRIPTION DU MARCHE | 4 |
| ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE ET RECONDUCTION | 7 |
| ARTICLE 7. LIEUX DE LIVRAISON / D’EXECUTION | 7 |
| ARTICLE 8. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE..... | 7 |
| ARTICLE 9. AVANCES, RETENUE DE GARANTIE ET ACOMPTES | 8 |
| CHAPITRE III – PRIX ET REGLEMENTS..... | 9 |
| ARTICLE 10. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX..... | 9 |
| ARTICLE 11. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES..... | 10 |
| ARTICLE 12. TITULAIRE ETRANGER..... | 11 |
| CHAPITRE IV – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS ET SUIVI..... | 12 |
| ARTICLE 13. OBLIGATIONS SPECIFIQUES DU TITULAIRE..... | 12 |
| ARTICLE 14. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE | 12 |
| ARTICLE 15. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL | 13 |
| ARTICLE 16. EVOLUTION REGLEMENTAIRE | 14 |
| ARTICLE 17. DUREE D’EXECUTION | 14 |
| ARTICLE 18. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC | 14 |
| ARTICLE 19. RESPONSABILITE | 14 |
| ARTICLE 20. PENALITES..... | 15 |
| ARTICLE 21. RESILIATION DU MARCHE..... | 16 |
| ARTICLE 22. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 16 |
| ARTICLE 23. DROIT APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT | 16 |
| CHAPITRE VI – DEROGATIONS AU CCAG | 17 |

Chapitre I – Acheteur Public

Article 1. Type d'acheteur public

Etablissement public de santé.

Article 2. Nom et adresse officiels de l'acheteur public

Nom du pouvoir adjudicateur : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Représentant du pouvoir adjudicateur : Madame Alexandrine KIENTZY-LALUC
Adresse : 2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex
Adresse internet : <http://www.GH70.fr>
Adresse du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Article 3. Référents du dossier

Référent administratif du dossier : Monsieur Ahmed BENCHIHEB
Cellule Marchés Publics
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Luc ROUBEZ
Fonction : Ingénieur Maintenance Entretien Bâtiment
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Référent technique du dossier : Monsieur Emmanuel JEUDY
Fonction : Technicien référent du site de Vesoul
Adresse : Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
Direction des Ressources Economiques, Logistiques et Techniques
2, rue Heymès - BP 409 - 70014 VESOUL Cedex

Chapitre II – Dispositions générales

Le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône, établissement support du GHT de la Haute-Saône, ci-après dénommé « Pouvoir Adjudicateur », assure la « fonction achat » pour le compte des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier de la Haute-Saône (1 CH, 3 hôpitaux de proximité et 13 EHPAD)
- EHPAD Villa Saint Joseph - Site de Scey-sur-Saône (établissement parti) ;
- EHPAD Jean Michel - Site de Saulx (établissement parti) ;
- EHPAD Alfred Dornier - Site Dampierre-Sur-Salon (établissement associé).

Article 4. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la rénovation des salles de bains situées dans 3 services hospitaliers du site de Vesoul.

Les prestations comprennent notamment la dépose, la préparation des supports, ainsi que la fourniture et la pose de revêtements de sols et muraux adaptés à un usage hospitalier et un milieu humide.

Le GH70 assurera les missions d'ordonnancement pilotage et coordination (OPC).

Lieu d'exécution des prestations :

Hôpital de Vesoul
Services de maternité et de chirurgie 1 et chirurgie 2
2 Rue René Heymès
70 000 VESOUL

L'entreprise titulaire est indistinctement nommée dans le présent Règlement de la consultation comme « entreprise », « titulaire », « entrepreneur » faisant référence à leur statut de titulaire de marché.

L'entreprise titulaire ne pourra faire valoir tout oubli ou omission ou imprécision du dossier de consultation (pièces écrites ou graphiques).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont notamment indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente consultation.

Article 5. Description du marché

5.1. Type de marché

| | | | |
|--|---|---|--|
| Marché de fournitures : <input type="checkbox"/> | Marché de services : <input type="checkbox"/> | Marché de travaux : <input checked="" type="checkbox"/> | Prestations intellectuelles : <input type="checkbox"/> |
|--|---|---|--|

5.2. Forme du marché

Cette consultation est instruite sous la forme d'une procédure adaptée selon les articles R2123-1 ; R2123-4 ; R2123-5 du Code de la commande publique.

Le marché est un :

- Accord cadre à « bons de commande »

Avec **un minimum⁽¹⁾** en valeur ou quantité

Avec **un maximum⁽²⁾** en valeur de **170 000€ H. T**

☒ Oui

☐ Oui

☒ Oui

☐ Non

☒ Non

☐ Non

☒ Mono-attributaire

☐ Multi-attributaires

- Marché à tranches
- Marché réservé
- Concession

☐ Oui

☒ Non

☐ Oui

☒ Non

☐ Oui

☒ Non

5.3. Allotissement

Marché alloti :

☐

Oui

☒

Non

La consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. Les prestations donneront lieu à un marché unique. Conformément à l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur peut décider de ne pas alloter un marché lorsque la dévolution en lots séparés est de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

En l'espèce, les besoins de l'acheteur peuvent être satisfaits de manière plus pertinente d'un point de vue technique dans le cadre d'un lot unique.

5.4. Classification CPV (vocabulaire commun des marchés)

| Code CPV | Description |
|------------|--------------------------------|
| 45432130-4 | Travaux de revêtements de sols |
| 45421141-4 | Travaux de revêtement mural |

5.5. Variantes et Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

- Variantes obligatoires ☐ Oui ☒ Non
- Variantes facultatives ☐ Oui ☒ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles obligatoires ☐ Oui ☒ Non
- Prestations Supplémentaires Eventuelles facultatives ☐ Oui ☒ Non

5.6. Quantités prévisionnelles

La rénovation des salles de bains concernera :

- 13 unités en maternité ;
- 22 en chirurgie 1 ;
- 22 en chirurgie 2.

Ces quantités sont données à titre indicatif et constituent un maximum. Elles pourront varier à la baisse de 20%.

5.7. Etendue du marché

Le montant pour l'ensemble des prestations à réaliser est estimé à **170 000€ H.T.**

L'estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le GH70. Elle permet au candidat d'apprécier le volume d'achat de la consultation pour une année.

5.8. Groupement d'entreprise

Les groupements entre plusieurs candidats sont autorisés :

- Soit un groupement solidaire
- Soit un groupement conjoint.

Le marché sera alors signé avec le mandataire du groupement habilité par les autres membres du groupement. Chaque membre doit fournir les documents administratifs exigés au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

Possibilité de présenter pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois :

En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements

☐ Oui ☒ Non

En qualité de membres de plusieurs groupements.

☐ Oui ☒ Non

Afin d'assurer la bonne exécution du marché, le Groupe Hospitalier de la Haute-Saône se réserve le droit de transformer un groupement conjoint en groupement solidaire à la signature du marché.

Conformément aux articles R. 2142-25 et R. 2342-12 du CCP l'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale, il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter le marché.

Le prestataire, qu'il soit unique ou en groupement, devra réunir les compétences pluridisciplinaires en lien avec l'objet du marché.

5.9. Sous-traitance

Le candidat peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations en application de l'article L 2193-3 du CCP.

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants à la personne publique, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit au Groupe Hospitalier de la Haute-Saône une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

5.10. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, le GH 70 se réserve la possibilité de conclure avec le titulaire, des marchés sans publicité ni mise en concurrence préalable ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

Article 6. Durée du marché et reconduction

L'article L211-5 du Code de la commande publique définit le régime de la durée des marchés publics.

L'accord-cadre s'exécutera à compter **de la notification jusqu'au 31 décembre 2025**.

En application de l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le marché pourra être reconduit **2 fois par période de 12 mois**.

La reconduction se fera de manière tacite. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La durée totale du marché ne pourra ainsi excéder **le 31 décembre 2027**.

En cas de non reconduction, le titulaire en sera averti au plus tard deux mois avant la fin du marché. Dans ce cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

La non-reconduction du marché par le GH70 ne peut ouvrir droit à indemnité au profit du titulaire.

Les commandes émises avant la date d'échéance du marché demeurent exécutables jusqu'au dernier jour du marché.

En fin de marché, ou en cas de non reconduction, le titulaire s'engage à poursuivre les prestations jusqu'à mise en place effective du nouveau marché, dans les conditions identiques au présent marché.

Article 7. Lieux de livraison / d'exécution

Lieu d'exécution des prestations :

Hôpital de Vesoul
Services de maternité et de chirurgie 1 et chirurgie 2
2 Rue René Heymès
70 000 VESOUL

Echéancier prévisionnel des travaux :

Service de maternité en 2025
Service de chirurgie 1 en 2026
Service de chirurgie 2 en 2027

Article 8. Pièces contractuelles du marché

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessous.

8.1. Pièces particulières

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe (DPGF) ;
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
4. Le mémoire technique.

8.2. Pièces générales

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur. Ce document général non joint est réputé connu du titulaire du marché. Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé, le(s) titulaire(s) sera soumis aux dispositions du CCAG Travaux en vigueur.

8.3. Pièces à délivrer au titulaire du marché

8.3.1 Notification

Le pouvoir adjudicateur fera parvenir une copie de l'acte d'engagement par voie dématérialisée via la plateforme PLACE. La notification transforme la consultation en marché et le candidat en titulaire.

8.3.2 Nantissement et cession de créance

Si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, il devra en faire la demande au GH70, accompagnée de la copie de l'acte d'engagement qui lui a été délivrée s'il ne souhaite pas recevoir un certificat de cessibilité.

L'acte d'engagement complété ou un certificat de cessibilité complété et signé sera envoyé au titulaire en exemplaire unique par lettre recommandée. Il est à noter que le GH70 ne sera pas, en cas de perte, autorisé à délivrer un duplicata de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité.

Article 9. Avances, retenue de garantie et acomptes

9.1. Avances

Une avance sera accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Le titulaire du marché peut refuser le versement de cette avance (point B4 de l'ATTRI 1).

9.2. Retenue de garantie

Sans objet.

9.3. Acomptes et paiements partiels

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 à 29 du Code de la Commande Publique.

Article 10. Contenu et caractère des prix

10.1. Forme des prix

La monnaie du marché est l'EURO.

10.2. Contenu des prix

Le présent marché est établi sur la base d'un prix global et forfaitaire hors TVA exprimé en euro selon les stipulations de l'Acte d'engagement.

Afin de déterminer ce prix forfaitaire, il appartient à l'entreprise de procéder à toutes les vérifications concernant les quantités données à titre indicatif. Les éventuelles modifications de quantités seront bien spécifiées. L'entreprise devra notamment signaler à la Maîtrise d'Œuvre toutes erreurs de côtes ou de contradictions entre les plans et remettre son offre en conséquence.

En tout état de cause, cette information ne pourra en aucun cas être utilisée par l'entreprise pour engager la responsabilité du maître de l'ouvrage. Il est précisé que les pièces écrites et les plans ne pouvant contenir l'énumération rigoureuse et la description de tous les matériaux, détails ou dispositifs, il reste entendu que seront compris dans le prix global et forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux plans, que ceux fournis par les soumissionnaire, et décrits ou non dans les pièces écrites mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiquées dans le dossier de consultation.

Les entreprises ont l'obligation de remettre leurs offres conformément aux cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) joints au dossier. Elles ont la possibilité d'effectuer les sous-détails nécessaires dans les DPGF. En cas d'omissions ou d'erreurs dans les pièces écrites, plans ou quantitatifs, l'entreprise a obligation de remettre son offre en tenant compte de ces omissions ou erreurs et de les signaler à la Maîtrise d'Œuvre avant la signature des marchés.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ainsi, la rémunération comprend toute sujétion et tout déplacement nécessaire à l'exercice de cette mission.

Les prix sont réputés comprendre les dépenses et marges du titulaire pour l'exécution et l'organisation du chantier.

10.3. Détermination et révision des prix

Conformément à l'article R. 2112-11 du Code de la commande publique, les prix du marché seront actualisés si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ; l'actualisation se faisant aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Dans le cas où une actualisation des prix devrait être réalisée, elle sera calculée au moyen de la formule suivante :

$$Pa = P \times 0,15 + 0,85 (Im-3 / 10)$$

Dans laquelle :

- Pa = prix actualisé
- P = prix du marché, au moment de la signature du marché
- Im-3 = index du mois antérieur de trois mois au mois de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des travaux
- I0 = index du mois d'établissement des prix.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

INDEX DE REFERENCE

| INTITULE | Indices de revision |
|------------------------|---------------------|
| REVETEMENTS PLASTIQUES | Bt 10 |

10.4. Modalités d'escomptes

Le candidat peut faire une proposition d'escompte dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement anticipé à 30 jours. Le candidat pourra présenter sur le BPU (annexe de l'acte d'engagement) les modalités nécessaires à l'obtention d'escompte. Le candidat présentera également les taux pouvant être obtenus et les prérequis pour les obtenir.

Article 11. Modalités de règlement des comptes

11.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique.

La facture devra comporter les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire ;
- Numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- Date de la facture ;
- Référence du marché ;
- Numéro de la commande ;
- Désignation de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Montant net HT de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Le montant net TTC de la prestation réalisée ou de la fourniture livrée ;
- Les montants nets totaux HT et TTC de la facture.

La facturation est à terme échue.

11.2. Transmission des factures

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro, est mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail devient obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique à compter du 1er janvier 2017, dans le respect du calendrier défini par la loi du 3 janvier 2014.

Chorus Pro vous apporte des gains de temps dans l'envoi, le traitement et le suivi de vos factures. Elle permet aussi l'économie des coûts d'envoi postal et d'archivage papier. Vous bénéficiez également de nouveaux services comme le suivi en ligne de l'état de traitement des factures émises ou la possibilité d'adresser une question via l'espace assistance dédié.

Dématérialisation des factures pour le Groupe Hospitalier de la Haute Saône

Vos factures dématérialisées adressées au GHT 70 devront comporter les informations suivantes :

° Le **numéro de SIRET**, qui identifiera **Groupe Hospitalier de la Haute-Saône** en tant que destinataire de la facture : **267 006 617 00109**

° Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

| | |
|------|------------------------------|
| 0206 | Service technique et travaux |
|------|------------------------------|

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique.

Les conséquences d'une orientation erronée des factures dans un autre service de l'établissement, voire hors du GHT 70, sont imputables au seul contractant.

Tout paiement sera fait par le comptable assignataire du GHT 70 :

Trésorerie des établissements hospitaliers de la Haute-Saône (TEHHS)
Groupe Hospitalier 70
2 rue René Heymès
70 000 VESOUL Cedex

Le paiement s'effectuera par virement dans un **délai maximum de 50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'exécution de la prestation, si celle-ci lui est postérieure.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différend sur les sommes dues au titulaire.

Article 12. Titulaire étranger

La monnaie de compte des marchés est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Chapitre IV – Modalités d'exécution des prestations et suivi

Article 13. Obligations spécifiques du titulaire

La capacité de stockage sur site étant restreinte et pour éviter tous risques de dégradations des matériaux livrés, les livraisons et approvisionnements des matériaux sur le site devront être effectués à l'avancement du chantier.

De même l'évacuation des déchets sera effectuée journalièrement dans un centre de recyclage et de valorisation des matériaux. Il sera demandé au titulaire du marché les bordereaux de suivi de traitement des matériaux.

Le titulaire du présent lot devra en lien avec les représentants du groupe hospitalier présenter un planning d'intervention hebdomadaire dans lequel sera précisé journalièrement les numéros des locaux dans lesquels les interventions seront à réaliser.

Article 14. Obligations générales du titulaire

Pendant toute la durée du marché, le titulaire s'engage à maintenir une qualité constante dans la réalisation des prestations.

14.1. Obligation générale

Les soumissionnaires devront fournir tous les documents attestant de leur qualité professionnelle, de leur autorisation à exercer, de leur numéro d'agrément.

Pour le cas où ils seraient amenés à sous-traiter une partie de leur prestation, les soumissionnaires seront tenus de fournir le numéro d'agrément de leur sous-traitant.

14.2. Changements affectant le titulaire

Le titulaire s'engage à informer le GH70 de tout changement survenant au cours du marché affectant :

- la personne ayant qualité pour le représenter ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- son adresse ou son siège social ;
- la cession d'une ou de différentes activités ;
- l'acquisition d'une nouvelle activité ;
- son adresse bancaire, ...

et lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait K Bis du registre du Commerce, une photocopie de l'extrait du Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB ou un RIP.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures sera suspendu tant que le GH70 ne sera pas en possession des documents nécessaires ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant ou certificat administratif.

14.3. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire se doit de respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise.

Il est responsable du respect de celles-ci par ses sous-traitants éventuels.

14.4. Assurance

Le titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages occasionnés par l'exécution du marché. Le titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputables directement ou indirectement à l'un de ses employés et / ou à leurs prestations.

Le titulaire s'engage à communiquer une attestation de ladite assurance dès que le GH70 en fait la demande, pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

14.5. Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Le GH70 s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

Article 15. Protection des données à caractère personnel

15.1. Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service définis dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur.

Les données à caractère personnel traitées sont les données relatives aux établissements qui comportent des données sur les noms, prénoms, coordonnées des interlocuteurs susceptibles d'intervenir en cours d'exécution du marché.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont lecture, écriture, transmission, suppression, interrogation, élaboration de statistiques. Enfin les finalités de ce traitement sont les formalités nécessaires au présent marché.

15.2. Obligation du sous-traitant

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Signaler immédiatement toute fuite de données.

Article 16. Evolution réglementaire

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai, toutes les évolutions réglementaires qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché.

Article 17. Durée d'exécution

La durée d'exécution du marché court à compter **de la date de notification du marché**, jusqu'à l'exécution de la dernière prestation, même si celle-ci est opérée au-delà du terme du marché.

Article 18. Modification du marché public

Clauses de réexamen de contrat :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le marché dans les conditions prévues aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique.

Les équipements dans le cadre du marché pourront évoluer par rapport aux quantités figurant à l'annexe du présent CCAP.

Article 19. Responsabilité

Le titulaire demeure responsable des dommages commis par son personnel lors de ses interventions dans les locaux des différents sites du GHT 70.

Il couvre la responsabilité résultant des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à ses agents du fait ou à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 20. Pénalités

20.1. Pénalités pour retard dans la remise de documents et/ou d'échantillon :

Une pénalité forfaitaire de 50 € par jour calendaire de retard sera appliquée dans le cas de :

- retard dans la production des documents (plans, note de calcul, pièces écrites, attestations d'assurances conforme au montant de l'opération...) réclamés par comptes rendus, email ou courrier par le Maître d'œuvre, le Contrôleur technique, le Coordonnateur S.P.S., la Maîtrise d'ouvrage ou son Assistant,
- non présentation d'échantillons, de prototypes, etc.

20.2. Pénalités pour retard dans les délais d'exécution

Le Titulaire subira, par jour calendaire de retard dans l'exécution de chaque prestation définie dans le planning d'exécution contractuel ou décrite dans un Compte rendu de réunion de chantier édité par la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de :

- 100 € par jour pendant les 15 premiers jours calendaires de retard par dérogation à la fraction journalière mentionnée à l'article 19 du C.C.A.G. – Travaux

20.3. Pénalités pour non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité

Une pénalité forfaitaire de 100 € par infraction sera appliquée dans le cas de :

- non mise en œuvre des protections pendant les travaux de remplacement des menuiseries.
- stockage anarchique des menuiseries livrées et à évacuer

20.4. Pénalités pour retard dans la remise de documents pour le DUIO, DOE et dossiers de maintenances

Les plans, documents techniques et éléments de calculs nécessaires à l'élaboration du D.O.E. à fournir au fur et à mesure de l'avancement du chantier, devront être remis au maître d'ouvrage au plus tard dans un délai de 20 jours calendaires à compter de la réception.

En cas de retard, une pénalité égale à 50 € par jour calendaire de retard et par document sera retenue sur les sommes dues au Titulaire.

Le DGD ne pourra être réglé tant que les DOE ne seront pas remis.

20.5. Pénalités pour retard dans la levée des réserves

Dans le mois suivant la réception des ouvrages, ou la notification de la réserve en cours de garantie, si le Titulaire n'a pas remédié aux imperfections ou malfaçons dans les délais indiqués dans la déclaration de la réserve, le Titulaire se verra imputer une pénalité de 80 € par jour et par réserve non levée, dans la limite d'un plafond de 200 € par jour.

20.6. Pénalités pour retard dans la levée des désordres de garantie de parfait achèvement GPA

Tout désordre identifié en cours de garantie de parfait achèvement (GPA) doit être levé dans les délais indiqués en article 12 du présent CCAP. A défaut, le Titulaire se verra imputer une pénalité journalière de 80 € par désordre non levé, dans la limite d'un plafond de 200 € par jour.

20.7. Pénalités pour intervention d'un sous-traitant non déclaré

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité forfaitaire de :

- 1 000 € pour la première sous traitance non déclarée
- 1 500 € pour la deuxième sous traitance non déclarée
- 2 000 € pour les sous traitants non déclarés suivants

Ces pénalités seront accompagnées de l'interdiction immédiate d'accès au chantier du sous-traitant non déclaré.

Il est précisé qu'une sous traitance occulte s'entend comme une absence de présentation d'un sous-traitant, non remise du PPSPS ou absence de visite d'inspection commune.

20.8. Cumuls des pénalités

Ces pénalités seront applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités seront appliquées de façon cumulative.

Article 21. Résiliation du marché

En cas d'incident grave ou répété ou plus généralement, constatant le défaut des obligations contractuelles de l'attributaire du présent marché, susceptibles d'engager la qualité ou la sécurité de la prise en charge des patients ou affectant les personnels des structures, le GH70 pourra résilier, sans indemnités, le présent marché après avoir invité le titulaire à présenter des explications dans un délai approprié. En ces termes, le CCAG travaux s'appliquera de plein droit.

Article 22. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de résiliation aux torts du titulaire, ou dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus aux marchés ou sur le bon de commande, le GH70 pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

Article 23. Droit applicable et tribunal compétent

L'instance chargée des procédures de recours ainsi que le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Besançon,

30 Rue Charles Nodier,

25000 BESANCON

Tel 03.81.82.60.00

Fax : 03.81.82.60.01

Mail : greffe.ta-besancon@juradm.fr

L'Organe chargé des procédures de médiation est :

Le Comité consultatif interrégional du règlement amiable des litiges

Préfecture de Meurthe-Et-Moselle

1, rue du Préfet Claude Erignac,

54038 Nancy Cedex

Tel : 03-83-34-25-23

Fax : 03-83-34-22-24

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- référé précontractuel : depuis le début la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L551-1 et suivants du code de justice administrative) ;

- référés contractuels : après la signature du contrat dans un délai de 31 jours à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée (article L551-13 et suivants du code de justice administrative) ;

- recours en contestation de validité exercé par tout tiers ou concurrent évincé, introduit dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, notamment la publication d'un avis d'attribution.

Le cas échéant, ce recours pourra être assorti d'un référé-suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

Chapitre VI – Dérogations au CCAG

Les articles suivants dérogent au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services :

| Articles du présent CCAP | Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé | Objet |
|--------------------------|---|--|
| Article 8 | Article 4.1 | Ordre de priorité des pièces du marché |
| Article 20 | Article 19 | Pénalités |
| Article 22 | Article 52 | Exécution aux frais et risques |